

Face au danger de l'extrême-droite, L'urgence de construire une alternative anticapitaliste et internationaliste

BULLETIN NPA PSA POISSY

29 MAI 2019

Les résultats des élections européennes confirment la crise politique en France comme en Europe : 50 % d'abstention, des votes pour l'extrême-droite très élevés, des partis de gouvernement globalement discrédités mais qui sauvegardent leur capital électoral. Contre le capitalisme, pour la justice sociale, il manque - encore et surtout - une voix pour le monde du travail.

L'EXTRÊME-DROITE MENACE

Comme en 2014, le Rassemblement national arrive en tête en s'appuyant sur le rejet de l'Union européenne pour dévoyer les colères sur le terrain du racisme et de la lutte du toutEs contre toutEs.

Avec ses comparses en Italie, en Belgique ou en Hongrie, il incarne un danger mortel : celui de la concurrence la plus féroce entre les pays, avec les conséquences dramatiques qui en découleraient pour les classes populaires, pour les femmes, pour les immigréEs, et pour l'ensemble des droits démocratiques et sociaux.

LES PARTIS DE GOUVERNEMENT SAUVENT LEURS PLACES

Bien que totalement désavoués par les mobilisations de ces derniers mois, Macron et LREM parviennent à limiter la casse. De la même façon, en Allemagne et dans l'État espagnol, la droite ou le PS se maintiennent bien que leurs politiques aient aussi été rejetées par les populations. Ces forces vont dominer le futur parlement européen, ce qui montre une fois de plus le caractère antidémocratique de ces institutions.

Ces formations se présentent comme des remparts contre l'extrême-droite. Mais ce sont les politiques qu'elles mènent, de casse des droits sociaux, de privatisations, de mépris contre les classes

populaires, qui nourrissent en réalité l'extrême-droite.

Les Verts ont remporté des scores importants en s'appuyant sur des préoccupations écologiques grandissantes et des mobilisations pour la justice climatique. Avec aux alentours de 30 % des voix, les partis de gauche sont globalement au plus bas, payant leur participation aux politiques libérales, notamment dans le cadre de l'Union européenne, leur division et les difficultés de mobilisations sociales qui ont du mal à gagner.

LUTTER, DÉBATTRE, CONSTRUIRE

La crise économique, sociale, écologique, va continuer à se renforcer et le choix à faire est de plus en plus net : soit l'extrême-droite prend de plus en plus de place - jusqu'au pouvoir ? - car les partis de gouvernement n'arrêteront pas son avancée, soit le monde du travail parvient à surmonter ses faiblesses pour construire une véritable alternative aux politiques libérales et/ou nationalistes.

Il est vain de vouloir aménager le système. Nous avons besoin d'une gauche radicale, indépendante des institutions, anticapitaliste et internationaliste, pour la rupture révolutionnaire avec le système, et dont le centre de gravité est la défense concrète du monde du travail.

Il y a urgence à construire une représentation politique pour tous les exploitéEs. Sans nier les désaccords qui existent, par la discussion et la confrontation des points de vue, nous voulons œuvrer à l'unité de notre camp social, être capable de s'unir pour agir contre le gouvernement, contre la répression, pour nos revendications sociales, démocratiques et écologiques. Il est déjà possible de se coordonner pour que les luttes gagnent ensemble au lieu de perdre les unes après les autres.

Pour ces mobilisations, à ce travail de construction, urgent et nécessaire, le NPA entend prendre toute sa part.

LE VRAI VISAGE DE L'EXTRÊME-DROITE...

... révélé par une vidéo publiée cette semaine, où l'on voit Heinz-Christian Strache, vice-chancelier autrichien du parti d'extrême-droite FPÖ, au naturel : dans une villa à Ibiza, il propose à une supposée riche héritière de racheter le principal journal à sensation de son pays afin d'appuyer la campagne de son parti. En échange, il lui promet de juteux marchés publics.

Pour sa défense, Strache jure que tout est légal. Son parti a tissé des liens étroits avec celui de Marine Le Pen en France. Ces gens-là parlent de « pouvoir au peuple », mais ils servent les intérêts des riches, autant que les macronistes.

LA SANTE DES PROFITS ... OU LA SANTE PUBLIQUE ?

Bayer-Monsanto produit le Round Up et d'autres produits à base de glyphosate, dangereux pour la biodiversité et la santé. Un tribunal américain vient de condamner Monsanto à verser à 1,8 milliard d'€ à un couple atteint d'un cancer, pour non information des dangers du Round Up. Macron a placé sur sa liste européenne un lobbyiste de Monsanto, lequel finance l'ALDE, son parti européen, fiche des journalistes, des politiques et paye des études bidon... Ce scandale en rappelle d'autres tout aussi nocifs pour la santé : le tabac ou le dieselgate (48 000 décès prématurés chaque année en France). VW a dû déboursier 27 milliards d'€.

Depuis janvier 2017 sous le coup d'une procédure judiciaire pour « tromperie aggravée » sur la dépollution des moteurs diesel, Renault ne nie pas les faits mais argue qu'ils sont légaux ... Aux dépens de la santé, au bénéfice des profits.

PRESSIONS ET REPRESSION : GREVE A LA SOVAB

LA SOVAB-Batilly (2800 personnes), filiale de Renault, produit les utilitaires Master. Le 15 mai, à l'appel des syndicats CGT, SUD et CFTC, plusieurs centaines de salariéEs, de déléguéEs syndicaux, mais aussi une bonne vingtaine d'élueEs du secteur, ont manifesté leur soutien à Didier Sibille. Ce militant de la CGT fait l'objet de menaces répressives de la part de la direction de l'usine suite à une grève à l'atelier de pose du mastic le 30 avril.

Les revendications portent sur la baisse des cadences, la fin des pressions, le manque d'effectifs et des investissements pour remettre l'outil de production en état. Les ouvriers-ouvrières en sont réduits à réparer des équipements défectueux avec des rustines à vélo.

RÉPRESSION, FICHAGE : JUSQU'OUÛ IRA LA DÉRIVE ?

Suite aux nombreux blesséEs des manifestations des Gilets Jaunes, il a été mis en place un fichage des victimes, en utilisant un logiciel (SIVIC), le même qu'après les attentats de 2015. A la base, ce logiciel était destiné à faciliter l'identification et la prise en charge des victimes et lors des attentats de 2017, il ne pouvait être utilisé qu'avec l'accord des proches et des victimes.

Pour ce qui est des manifestations en cours, il a été détourné par l'administration hospitalière et les Agences Régionales de Santé, pour y recueillir la nature des blessures, le lieu et les informations personnelles concernant les victimes, sans leur accord.

Comme l'ont dénoncé de nombreux médecins, se pose la question du secret médical et de l'atteinte à la vie privée.

Un exemple du fonctionnement de l'Etat qui use de « son autorité » et porte atteinte aux droits de l'Homme en utilisant ces informations à des fins d'exploitations politiques ou judiciaires.

RASSEMBLEMENT RÉUSSI, POUR LES 9 DE POISSY

L'audience en appel pour les 9 ouvriers de PSA Poissy, accusés d'avoir « privé de liberté » un chef d'équipe pendant...17 minutes de discussion dans son local, s'est tenue vendredi dernier.

Dans l'atmosphère de répression anti gilets jaunes actuelle, l'accusation en a profité pour réclamer 6 mois de prison avec

sursis au lieu de 5 précédemment et des amendes encore plus lourdes, 56 700 euros au total.

Pas de quoi décourager les accusés qui étaient soutenus par plus d'une centaine de salariéEs de PSA, de Renault ou de la SNCF, autres entreprises où les chefs ont recours au même type d'intimidations judiciaires pour tenter de museler les salariéEs qui défendent leurs droits.

Pour les accusés comme leurs soutiens le combat continue et le délibéré aura lieu vendredi 28 juin.

BALKANY CONDAMNÉ, CE NE SERAIT PAS TROP TÔT...

De la fraude fiscale au détournement de fonds publics en passant par la corruption, le couple Balkany, maire et maire-adjointe de Levallois en banlieue parisienne, a magouillé pendant des décennies. Et avec l'insolence des bourgeois : « Quand on a commencé la politique, on était riches. On finit pauvres » s'est plaint Patrick Balkany pendant le procès qui s'est terminé jeudi pour cette partie.

Et ça continue ... pour corruption et détournement de fonds publics ... Le malheureux ! Il va devoir racler les fonds de tiroirs ... probablement pleins de billets de 500 euros.

Cette fois, la justice va peut-être lui faire cracher un peu des millions qu'il a détournés. Et elle aura mis le temps...

FRANCE TELECOM : LE CAPITALISME EN PROCÈS

La semaine dernière, le procès de 7 dirigeants de France-Télécom-Orange s'est ouvert, poursuivis pour harcèlement moral de 2006 à 2010. Pour supprimer 20.000 postes en 3 ans (soit un emploi sur cinq), ils avaient organisé un système de « management par la terreur », acculant les salariéEs à quitter leur poste puisque fonctionnaires, ils ne pouvaient pas les licencier.

En 2007, Didier Lombard, alors PDG, s'était même vanté de faire « les départs d'une façon ou d'une autre, par la porte ou par la fenêtre ». Il a tenu sa promesse : 19 suicides et 12 tentatives de suicide en quelques années, sans compter ceux et celles qui ont sombré dans de graves dépressions.

Des techniques de management assassin qui se généralisent aujourd'hui dans tous les secteurs, avec pour seul objectif de « créer de la valeur pour l'actionnaire ». Un procès qui ne suffira donc pas à y mettre fin, même s'il permet de révéler au grand jour les pires pratiques patronales.

Mais sacrifier la santé, voire la vie des travailleurs-euses, pour faire du profit, c'est la logique même du capitalisme. C'est tout ce système qui est à condamner.

FIAT ET RENAULT : TOUJOURS PLUS DE VOITURES ET DE PROFITS

Fiat et Renault ouvrent des négociations pour une fusion. Le résultat n'est pas certain car actionnaires et gouvernements vont essayer de faire valoir au mieux leurs intérêts, pas ceux des salariéEs, les leurs ! Et cela dans le secret de leurs bureaux comptant travailleurs et usines comme des pions transformés en unités de compte dollars ou euros.

Mais cette seule annonce, saluée par la hausse des actions de Renault et Fiat, montre comment le capitalisme en veut toujours toujours plus de marchandises pour plus de profits. Le conglomérat envisagé avec Nissan aboutirait à 15 millions de véhicules par an produites en faisant des économies sur notre dos. Les fusions et les restructurations capitalistes amènent toujours de la casse sociale.

Face aux directions de firmes automobiles déjà mondialisées, Renault avec Nissan et Fiat avec Chrysler, c'est dès maintenant qu'il faut essayer de coordonner les résistances entre travailleurs. Fiat et Renault ont de longues traditions de lutte. Plutôt que de se replier chacun dans son coin et dans son pays, ce devrait la tâche aujourd'hui des syndicats.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser

Où à nous contacter : npa.poissy@gmail.com

Où à joindre les diffuseurs : Tél. 06 80 73 86 77